

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mélanie Quirion, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Beauceville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 21 mai 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Beauceville

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Beauceville (ci-après « l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Beauceville au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022, l'entité doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2023, l'entité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être déterminées.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que l'entité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, présentées aux pages S13, S14 et S23, et portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Blanchette Vachon, s.e.n.c.r.l.
Comptable professionnel agréé auditeur, permis de comptabilité publique no A119499
Sainte-Marie, le 21 mai 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	10 293 603	10 677 495	9 872 978
Compensations tenant lieu de taxes	2	798 652	703 847	684 447
Quotes-parts	3			
Transferts	4	6 253 745	2 683 343	2 518 421
Services rendus	5	1 141 549	1 597 846	1 248 362
Imposition de droits	6	122 000	266 318	216 261
Amendes et pénalités	7	15 000	18 742	21 974
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	74 500	256 267	145 929
Autres revenus	10	539 082	586 039	1 534 819
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	19 238 131	16 789 897	16 243 191
Charges				
Administration générale	14	1 509 973	1 716 902	1 551 886
Sécurité publique	15	1 536 442	1 648 194	1 699 339
Transport	16	2 550 199	3 404 746	3 324 424
Hygiène du milieu	17	2 390 155	3 722 164	3 359 988
Santé et bien-être	18	41 590	37 038	12 103
Aménagement, urbanisme et développement	19	601 612	805 338	1 670 275
Loisirs et culture	20	2 096 994	2 429 875	2 193 601
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	588 577	594 772	451 166
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	11 315 542	14 359 029	14 262 782
Excédent (déficit) de l'exercice	25	7 922 589	2 430 868	1 980 409
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		48 257 536	46 277 127
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		48 257 536	46 277 127
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		50 688 404	48 257 536

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 124 151	2 897 370
Débiteurs (note 5)	2	12 424 173	10 775 533
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	106 970	123 437
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	28 341	28 341
	8	13 683 635	13 824 681
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 089 568	1 791 284
Revenus reportés (note 11)	12	802 114	873 765
Dette à long terme (note 12)	13	24 325 023	23 296 462
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	27 216 705	25 961 511
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(13 533 070)	(12 136 830)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	63 253 274	59 374 639
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	347 672	496 133
Stocks de fournitures	20	313 456	327 148
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	307 072	196 446
	23	64 221 474	60 394 366
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	50 688 404	48 257 536
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	50 688 404	48 257 536
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	50 688 404	48 257 536

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 922 589	2 430 868	1 980 409
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	9 952 954)(	6 367 880)(	3 545 765)
Produit de cession	3		13 446	11 691
Amortissement	4		2 489 245	2 374 366
(Gain) perte sur cession	5		(13 446)	(11 691)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(9 952 954)	(3 878 635)	(1 171 399)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		148 461	1 111 265
Variation des stocks de fournitures	10		13 692	(64 108)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(110 626)	(56 586)
	13		51 527	990 571
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(2 030 365)	(1 396 240)	1 799 581
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(12 136 830)	(13 936 411)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(12 136 830)	(13 936 411)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(13 533 070)	(12 136 830)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 430 868	1 980 409
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 489 245	2 374 366
Autres			
▪ Perte gain sur disposition immobilisation	3.1	(13 446)	(11 691)
▪ Réduction de valeur	3.2	45 642	15 547
	4	4 952 309	4 358 631
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 648 640)	145 638
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	298 284	(274 844)
Revenus reportés	8	(71 651)	(66 033)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	148 461	1 111 265
Stocks de fournitures	11	13 692	(64 108)
Autres actifs non financiers	12	(110 626)	(56 586)
	13	3 581 829	5 153 963
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(6 367 880)	(3 545 765)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	13 446	11 691
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(6 354 434)	(3 534 074)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(29 175)	(29 175)
Remboursement ou cession	20		13 213
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	(29 175)	(15 962)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	3 050 000	2 032 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(2 016 741)	(1 959 639)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(4 698)	24 485
Autres			
▪	28.1		
	29	1 028 561	96 846
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 773 219)	1 700 773
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 897 370	1 196 597
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	2 897 370	1 196 597
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 124 151	2 897 370

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Beauceville (ci-après la "ville") est un organisme constitué et régi en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville doit englober les composantes de la ville et les organismes qui sont sous le contrôle de la ville.

Un partenariat est un accord contractuel conclu entre la ville et une ou des parties non comprises dans le périmètre comptable de la ville, et qui, sans constituer en soi un organisme public, possède toutes les caractéristiques suivantes :

- a) les partenaires collaborent à l'atteinte d'objectifs communs importants et clairement définis;
- b) les partenaires font un investissement financier dans le partenariat;
- c) les partenaires se partagent, de façon continue, le contrôle des décisions relatives aux politiques financières et aux politiques d'exploitation du partenariat;
- d) les partenaires se partagent, sur une base équitable, les risques et les avantages significatifs rattachés aux activités du partenariat.

a) Périmètre comptable

La ville ne contrôle aucun organisme.

b) Partenariats

La ville n'a aucune participation dans un partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Estimations comptables

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les estimations importantes comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation de leur valeur recouvrable nette. Il est de l'avis de la direction qu'au moment de la préparation des états financiers, les estimations utilisées reflètent adéquatement la situation de la ville.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, la municipalité tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût,
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles,
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 20 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur.

Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

F) Revenus

Revenus de taxes

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles. Les taxes afférentes aux modifications de rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Revenus de compensations tenant lieu de taxes

Les revenus de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lorsqu'ils font l'objet d'une demande, sauf pour ceux du gouvernement du Québec et de ses entreprises où une demande n'a plus à être adressée.

Revenus de transferts

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus de services rendus

Les revenus autres que les revenus de transferts sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Revenus d'imposition des droits

Les revenus d'imposition des droits sont constatés à la date du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Revenus d'amendes et pénalités

Les revenus d'amendes et pénalités sont constatés lors de l'émission des contraventions.

Revenus de placements de portefeuille et d'intérêts

Les intérêts sur les placements de portefeuille et les autres revenus d'intérêts sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Autres revenus

Les autres revenus, tel que les cessions d'actifs immobilisés, sont constatés à la date de l'acte de transfert. Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon la durée indiquée ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs à l'exception des taxes de vente à recevoir et les placements de portefeuille sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer autres que des taxes de vente à payer et des avantages sociaux à payer, les intérêts courus à payer et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale – instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la ville a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuilles, SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

Adoption initiale – obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la ville qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- il existe une obligation juridique qui oblige la ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- l'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	109 030	514 697
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	1 015 121	2 382 673
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 124 151	2 897 370
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 124 151	2 897 370
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	210 774	205 570
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

La politique de la ville consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	1 052 509	584 824
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	9 342 610	8 388 142
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	964 452	486 700
Organismes municipaux	13	6 826	285 478
Autres			
▪ Autres et contribuables autres que taxes	14.1	1 057 776	1 030 389
	15	12 424 173	10 775 533
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	7 342 389	7 656 332
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19	520 000	560 000
	20	7 862 389	8 216 332
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	61 669	10 028
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	8 382 389	8 216 332
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	960 221	171 810
	27	9 342 610	8 388 142

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 1,34 à 4,5 % et viennent à échéance au plus tard en 2042.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
		31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	106 970	123 437
Autres placements	34		
		35	106 970
			123 437
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	28 341	28 341
Autres	39		
		40	28 341
			28 341

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville dispose d'un emprunt bancaire auprès de la Banque Nationale du Canada, au taux de base, pour un montant autorisé de 3 000 000 \$ et renouvelable annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	1 223 958	629 895
Salaires et avantages sociaux	42	424 870	410 245
Dépôts et retenues de garantie	43	252 263	104 317
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Autres	45.1	188 477	646 827
		46	2 089 568
			1 791 284

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	33 664	42 158
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	686 743	628 483
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Autres revenus reportés et transfert	60.1	81 707	203 124
	61	802 114	873 765

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,65	5,10	2025	2028	62	24 531 000	23 496 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	6,05	6,05	2024	2024	68	1 374	3 115
Autres					69		
					70	24 532 374	23 499 115
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(207 351)	(202 653)
					72	24 325 023	23 296 462

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	1 791 000	1 414		1 792 414
2025	74	8 916 000			8 916 000
2026	75	7 124 000			7 124 000
2027	76	558 000			558 000
2028	77	6 142 000			6 142 000
2029 et plus	78				
	79	24 531 000	1 414		24 532 414
Intérêts et frais accessoires	80	(	40)	(	40)
	81	24 531 000	1 374		24 532 374

Note

Les versements estimatifs de la dette à long terme incluent le montant des refinancements dans l'année où ils doivent survenir. Les renouvellements prévus sont respectivement de 7 257 000 \$ en 2025, 6 021 000 \$ en 2026 et 5 864 000 \$ en 2028.

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	130 638
Régimes de retraite des élus municipaux	89	108 622
	90	130 638
		108 622

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98 ()(
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	25 525 149	51 261	(109 858)	25 686 268
Eaux usées	103	17 976 358	21 759	(109 858)	18 107 975
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	27 200 040	457 524	(1 765 453)	29 423 017
Autres					
▪ Autres	105.1	2 475 508	38 977	(369 918)	2 884 403
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	6 772 764	53 603		6 826 367
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	2 339 291	154 936	44 877	2 449 350
Ameublement et équipement de bureau	110	726 058	132 876		858 934
Machinerie, outillage et équipement divers	111	3 397 012	45 278	67 114	3 375 176
Terrains	112	343 727			343 727
Autres	113				
	114	86 755 907	956 214	(2 243 096)	89 955 217
Immobilisations en cours	115	14 611 037	5 411 666	2 398 356	17 624 347
	116	101 366 944	6 367 880	155 260	107 579 564
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	12 633 298	642 154		13 275 452
Eaux usées	118	11 850 265	452 699		12 302 964
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	9 522 194	735 577		10 257 771
Autres					
▪ Autres	120.1	756 991	136 345		893 336
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	2 989 215	166 511		3 155 726
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	1 320 420	139 872	44 877	1 415 415
Ameublement et équipement de bureau	125	684 010	32 580		716 590
Machinerie, outillage et équipement divers	126	2 235 912	183 507	110 383	2 309 036
Autres	127				
	128	41 992 305	2 489 245	155 260	44 326 290
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	59 374 639			63 253 274
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	8 919			8 919
Amortissement cumulé	131	(1 487)			(1 487)
Valeur comptable nette	132	7 432			7 432

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134	347 672	496 133
Autres	135	28 341	28 341
	136	376 013	524 474
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	28 341	28 341
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	347 672	496 133

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	144.1	307 072	196 446
Autres			
▪	145.1		
	146	307 072	196 446

Note**19. Obligations contractuelles**

La ville a effectué en 2019 des engagements de crédit relativement à un contrat pour le déneigement pour les années 2019 à 2024. Le montant de ces engagements au 31 décembre 2023 est de 888 515 \$.

La ville a effectué en 2022 des engagements de crédit relativement à un contrat pour l'opération des usines de filtration et de la piscine pour les années 2022 à 2027. Le montant de ces engagements au 31 décembre 2023 est de 1 287 562 \$. De plus, elle a engagé des crédits relativement à divers contrats pour des services et honoraires totalisant 378 090 \$ en date du 31 décembre 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La ville est membre de la Municipalité régionale de comté de Beauce-Centre. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme. La quote-part de la ville pour l'an 2023 est de 949 767 \$. La quote-part de la dette est de 1 970 313 \$.

En vertu de conventions avec la Société d'habitation du Québec, la ville s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 10 % aux déficits d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Beauceville.

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

La ville pourrait être redevable relativement à un avis de non conformité en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement. Diverses mises en demeure ont été aussi déposés contre la ville en 2022 et 2023. Il est impossible de déterminer le montant que l'entité pourrait devoir payer.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Une comparaison avec le budget adopté par la ville est également présentée dans les renseignements complémentaires.

25. Instruments financiers

La ville ne possède aucun instrument financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la ville sont liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes de vente, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs des gouvernements du Québec, du Canada et leurs entreprises autres que les taxes à la consommation, est faible, puisque ces postes sont constitués de contributions à recevoir confirmées par les gouvernements et leurs entreprises, qui jouissent d'une excellente réputation sur les marchés financiers. Au cours de l'exercice, l'entité a modifié son exposition au risque de crédit par rapport à l'exercice précédent du fait de la diminution des débiteurs des organismes municipaux. Au 31 décembre 2023, les sommes à recevoir d'entités gouvernementales, autres que les taxes de vente, représentaient 83 % pour le présent exercice et 82 % pour l'exercice antérieur du montant total recouvrable.

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Placements de portefeuille

La ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéraux, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2023	Moins d'un an	Plus d'un an	Total
Emprunt bancaire			
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	1 737 009 \$	252 263 \$	1 989 272 \$
Dettes à long terme	1 792 374 \$	22 740 000 \$	24 532 374 \$
Total	3 529 383 \$	22 992 263 \$	26 521 646 \$

31 décembre 2022	Moins d'un an	Plus d'un an	Total
Emprunt bancaire			
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	1 588 112 \$	104 318 \$	1 692 430 \$
Dettes à long terme	1 703 739 \$	21 795 376 \$	23 499 115 \$
Total	3 291 851 \$	21 899 694 \$	25 191 545 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le risque de liquidité associé à la dette à long terme est faible considérant qu'une portion de la dette à long terme est assumée par les gouvernements du Québec, du Canada et leurs entreprises. Au 31 décembre 2023, les subventions à recevoir affectées au remboursement de la dette à long terme en provenance des entités gouvernementales sont 7 862 389 \$ (8 216 350 \$ en 2022).

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La ville est exposée à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêts. Pour les instruments financiers portant intérêts à taux fixe, la volatilité des taux d'intérêts se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la ville a l'intention de conserver ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêts se détaille comme suit :

31 décembre 2023	Taux d'intérêts fixe	Taux d'intérêts variable	Total
Actifs financiers :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Prêts			
Placements de portefeuille	1 015 121 \$		1 015 121 \$
Passifs financiers :			
Emprunt bancaire			
Dette à long terme	24 532 374 \$		24 532 374 \$

31 décembre 2022	Taux d'intérêts fixe	Taux d'intérêts variable	Total
Actifs financiers :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Prêts			
Placements de portefeuille	2 382 673 \$		2 382 673 \$
Passifs financiers :			
Emprunt bancaire			
Dette à long terme	23 499 115 \$		23 499 115 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	10 293 603	10 677 495		10 677 495	9 872 978
Compensations tenant lieu de taxes	2	798 592	703 847		703 847	684 447
Quotes-parts	3					
Transferts	4	676 033	928 484		928 484	764 235
Services rendus	5	1 141 549	1 597 846		1 597 846	1 248 362
Imposition de droits	6	122 000	266 318		266 318	216 261
Amendes et pénalités	7	15 000	18 742		18 742	21 974
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	74 500	256 267		256 267	145 929
Autres revenus	10	15 000	188 766		188 766	958 691
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	13 136 277	14 637 765		14 637 765	13 912 877
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	5 577 713	1 754 859		1 754 859	1 754 186
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		6 200		6 200	5 023
Autres	18	524 082	391 073		391 073	571 105
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	6 101 795	2 152 132		2 152 132	2 330 314
	22	19 238 072	16 789 897		16 789 897	16 243 191
Charges						
Administration générale	23	1 509 972	1 691 796	25 106	1 716 902	1 551 886
Sécurité publique	24	1 536 442	1 549 938	98 256	1 648 194	1 699 339
Transport	25	2 550 199	2 545 114	859 632	3 404 746	3 324 424
Hygiène du milieu	26	2 390 156	2 583 066	1 139 098	3 722 164	3 359 988
Santé et bien-être	27	41 590	37 038		37 038	12 103
Aménagement, urbanisme et développement	28	601 612	752 807	52 531	805 338	1 670 275
Loisirs et culture	29	2 096 994	2 115 253	314 622	2 429 875	2 193 601
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	588 577	594 772		594 772	451 166
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		2 489 245	(2 489 245)		
	34	11 315 542	14 359 029		14 359 029	14 262 782
Excédent (déficit) de l'exercice	35	7 922 530	2 430 868		2 430 868	1 980 409

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 922 530	2 430 868	1 980 409
Moins : revenus d'investissement	2 (	6 101 795)(	2 152 132)(	2 330 314)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 820 735	278 736	(349 905)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		2 489 245	2 374 366
Produit de cession	5		13 446	11 691
(Gain) perte sur cession	6		(13 446)	(11 691)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		2 489 245	2 374 366
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		148 452	1 111 265
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		148 452	1 111 265
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			13 213
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		45 642	15 547
	15		45 642	28 760
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	72 600	81 713	159 928
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 291 876)(	1 662 771)(	1 658 991)
	18	(1 219 276)	(1 581 058)	(1 499 063)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	44 175)(	211 901)(	224 735)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		450 949	475 626
Excédent de fonctionnement affecté	21		26 625	26 500
Réserves financières et fonds réservés	22	557 344	(380 669)	(362 452)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(12 788)	3 241
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	513 169	(127 784)	(81 820)
	26	(706 107)	974 497	1 933 508
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 114 628	1 253 233	1 583 603

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 152 132	2 330 314
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	402 536)(	283 127)
Sécurité publique	3 (	33 182)(	44 842)
Transport	4 (	828 442)(	1 837 085)
Hygiène du milieu	5 (	4 242 438)(	453 021)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	360 537)(	237 419)
Loisirs et culture	8 (	500 745)(	690 271)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	6 367 880)(	3 545 765)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	29 175)(	29 175)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	2 968 287	562 807
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	211 901	224 735
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	410 959	416 665
	19	622 860	641 400
	20	(2 805 908)	(2 370 733)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(653 776)	(40 419)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	3 177 113	3 150 151	2 903 133
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	614 314	588 027	522 367
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	5 891 820	6 421 943	7 198 697
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	486 634	430 254	350 759
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	90 943	161 255	97 135
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	11 000	3 263	3 272
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	959 078	949 767	700 737
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	73 890	112 849	88 339
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		2 489 245	2 374 366
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Autres	21.1	10 750	52 275	23 977
	22	11 315 542	14 359 029	14 262 782

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 234 154	2 359 341
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 686 070	1 829 159
Réserves financières et fonds réservés	3	328 867	315 245
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(288 830)(	386 624)
Financement des investissements en cours	5	(1 735 104)	(1 081 333)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	47 463 247	45 221 748
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	50 688 404	48 257 536
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 234 154	2 359 341
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	2 234 154	2 359 341
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Travaux hygiène du milieu	12.1	50 000	50 000
▪ Piste cyclable	12.2	650 252	432 425
▪ Développement Fraser	12.3	26 826	53 451
▪ Aréna	12.4	659 515	659 515
▪ Parc Industriel	12.5	626 417	468 969
▪ Honoraires divers	12.6	223 060	64 799
▪ Sinistre	12.7	200 000	100 000
▪ Aménagement résilient	12.8	250 000	
	13	2 686 070	1 829 159
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	2 686 070	1 829 159

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	210 774
Organismes contrôlés et partenariats	22	205 571
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	68 093
Organismes contrôlés et partenariats	24	59 674
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	50 000
Autres		
▪	30.1	
	31	328 867
	32	315 245
	328 867	315 245

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	396 975)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪	57 (	396 975)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	108 145
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	95 357
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	108 145
	64 (	288 830)(
		386 624)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 (1 735 104)(	1 081 333)
	67 (1 735 104)	(1 081 333)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	63 253 274
Propriétés destinées à la revente	69	376 013
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	106 970
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73	63 736 257
Ajustements aux éléments d'actif	74	60 022 550
	75	63 736 257
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (24 325 023)(	23 296 462)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (207 351)(	202 653)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	7 862 389
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	396 975
	81 (16 273 010)(	14 800 802)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 () ()
	83 (16 273 010)(	14 800 802)
	84	47 463 247
		45 221 748

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
Description des régimes et autres renseignements			
Tous les employés et les cadres permanents (cols bleus et cols blancs) à temps plein et à temps partiel doivent adhérer au régime de retraite simplifié de la ville après trois mois de service. Cette cotisation est de 5,5 %. L'employeur cotise le même montant que l'employé.			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	130 638	
REER	114		
Autres régimes	115		108 622
	116	130 638	108 622

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	7 430 229	7 778 621	7 232 908
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	282 562	298 694	277 071
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	7 712 791	8 077 315	7 509 979
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 010 819	967 994	913 145
Égout	13	625 018	636 217	605 427
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	571 444	612 156	616 342
Autres				
▪ Compostage	16.1	173 821	176 243	23 414
Centres d'urgence 9-1-1	17	37 000	34 671	36 383
Service de la dette	18	162 710	172 899	168 288
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 580 812	2 600 180	2 362 999
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 580 812	2 600 180	2 362 999
	27	10 293 603	10 677 495	9 872 978

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	38 666	41 541	34 576
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	378 822	318 231	313 523
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	334 185	294 894	290 724
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	751 673	654 666	638 823
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	30 327	32 242	29 765
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	4 000	3 501	3 995
Taxes d'affaires	38			
	39	34 327	35 743	33 760
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	9 500	10 647	9 496
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	2 500	1 731	1 776
	42	12 000	12 378	11 272
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	592	1 060	592
	45	592	1 060	592
	46	798 592	703 847	684 447

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	5 000	10 332	9 982
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50		65 903	93 431
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	122 462	297 030	212 054
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63	39 224	39 224	38 954
Traitement des eaux usées	64	13 015	17 902	14 147
Réseaux d'égout	65	34 159	23 495	38 954
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	40 000	4 875	4 041
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78	721	721	721
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	39 758	87 302	32 132
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	294 339	546 784	444 416

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			5 790
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	1 152 247	300 489	1 336 000
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			14 510
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			1 219
Réseau de distribution de l'eau potable	102	2 212 733	741 116	109 217
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104	2 212 733	379 052	37 002
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116	90 000	
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120	244 202	250 448
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	5 577 713	1 754 859
		1 754 859	1 754 186

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126	283 051	283 058	239 944
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	98 643	98 642	79 875
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	381 694	381 700	319 819
TOTAL DES TRANSFERTS	136	6 253 746	2 683 343	2 518 421

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	130 031	144 072	113 700
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	130 031	144 072	113 700
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	152			
Réseau de distribution de l'eau potable				
	153			
Traitement des eaux usées				
	154			
Réseaux d'égout				
	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173	5 000	36 521	69 725
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176	5 000	36 521	69 725
Réseau d'électricité	177			
	178	135 031	180 593	183 425

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	3 400	3 361	3 341
	182	3 400	3 361	3 341
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184	4 000		20 618
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	4 000		20 618
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189	144 250	164 031	166 310
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	144 250	164 031	166 310
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	197			
Traitement des eaux usées	198			
Réseaux d'égout	199	208 834	422 824	246 939
	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	208 834	422 824	246 939

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215	30 000	31 700	11 947
	216	30 000	31 700	11 947
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	616 034	795 337	615 782
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219			
	220	616 034	795 337	615 782
Réseau d'électricité	221			
	222	1 006 518	1 417 253	1 064 937
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	1 141 549	1 597 846	1 248 362

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	22 000	20 906	18 985
Droits de mutation immobilière	225	100 000	245 412	197 276
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	122 000	266 318	216 261
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	15 000	18 742	21 974
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	74 500	256 267	145 929
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		13 446	11 691
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		157 449	314 579
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236		6 200	5 023
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239		391 073	571 105
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	15 000	17 871	632 421
	242	15 000	586 039	1 534 819
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	204 525	198 546		198 546	208 561
Greffe et application de la loi	2	196 909	254 905		254 905	186 336
Gestion financière et administrative	3	884 987	893 292	25 106	918 398	888 221
Évaluation	4	179 251	172 261		172 261	150 766
Gestion du personnel	5	31 000	66 610		66 610	50 286
Autres						
▪ Autre	6.1	13 300	106 182		106 182	67 716
	7	1 509 972	1 691 796	25 106	1 716 902	1 551 886
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	845 370	853 041		853 041	818 968
Sécurité incendie	9	587 807	583 575	98 256	681 831	690 218
Sécurité civile	10	61 686	76 416		76 416	149 994
Autres	11	41 579	36 906		36 906	40 159
	12	1 536 442	1 549 938	98 256	1 648 194	1 699 339
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	1 129 261	1 151 818	848 924	2 000 742	1 886 076
Enlèvement de la neige	14	1 281 372	1 249 339	10 708	1 260 047	1 300 068
Éclairage des rues	15	53 094	57 258		57 258	73 637
Circulation et stationnement	16	45 093	45 319		45 319	45 636
Transport collectif						
Transport en commun	17	41 379	41 380		41 380	19 007
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	2 550 199	2 545 114	859 632	3 404 746	3 324 424

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	453 762	486 740	401 966	888 706	834 717
Réseau de distribution de l'eau potable	23	348 185	281 780	284 433	566 213	615 736
Traitement des eaux usées	24	310 455	309 432	227 690	537 122	522 649
Réseaux d'égout	25	490 989	633 839	225 009	858 848	746 337
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	223 000	232 134		232 134	220 933
Élimination	27	563 765	639 141		639 141	419 616
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28					
Tri et conditionnement	29					
Matières organiques						
Collecte et transport	30					
Traitement	31					
Matériaux secs						
Autres	33					
Plan de gestion	34					
Autres	35					
Cours d'eau						
Autres	36					
Protection de l'environnement						
Autres	37					
Autres	38					
	39	2 390 156	2 583 066	1 139 098	3 722 164	3 359 988
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	15 500	11 737		11 737	12 103
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	26 090	25 301		25 301	
	43	41 590	37 038		37 038	12 103

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	523 962	481 925	52 531	534 456	472 908
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47	26 750	225 989		225 989	1 180 584
Tourisme	48	2 900	1 753		1 753	1 418
Autres	49	48 000	43 140		43 140	15 365
Autres	50					
	51	601 612	752 807	52 531	805 338	1 670 275
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52					
Patinoires intérieures et extérieures	53	715 937	788 561		788 561	672 321
Piscines, plages et ports de plaisance	54	372 953	384 338	195 018	579 356	482 124
Parcs et terrains de jeux	55	682 633	614 624	88 685	703 309	701 303
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57	118 564	136 679		136 679	130 395
Autres	58					
	59	1 890 087	1 924 202	283 703	2 207 905	1 986 143
Activités culturelles						
Centres communautaires	60					
Bibliothèques	61	206 907	191 051	3 230	194 281	179 575
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64			27 689	27 689	27 883
	65	206 907	191 051	30 919	221 970	207 458
	66	2 096 994	2 115 253	314 622	2 429 875	2 193 601

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	68	490 822	520 775		520 775	380 741
	Autres frais	69	86 755	70 734		70 734	67 153
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	70					
	Autres	71	11 000	3 263		3 263	3 272
		72	588 577	594 772		594 772	451 166
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		2 489 245 (	2 489 245)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 485 980	84 609
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 521 023	6 076
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 823 796	2 188 012
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	600 040	686 251
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		31 405
Édifices communautaires et récréatifs	14	384 828	405 381
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	426 713	793
Ameublement et équipement de bureau	18	76 394	32 527
Machinerie, outillage et équipement divers	19	19 791	17 798
Terrains	20		
Autres	21	29 315	92 913
	22	6 367 880	3 545 765

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	692 373	84 609
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	727 417	6 076
Autres infrastructures	5	1 371 327	2 379 774
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	793 607	
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9	793 606	
Autres infrastructures	10	1 052 509	494 489
Autres immobilisations corporelles	11	937 041	580 817
	12	6 367 880	3 545 765

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	59 674	12 143	3 724	68 093
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	6 089 940	60 757	546 578	5 604 119
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	9 133 169	2 977 083	1 112 479	10 997 773
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	15 282 783	3 049 983	1 662 781	16 669 985
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 656 332	17	313 960	7 342 389
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12	560 000		40 000	520 000
	13	8 216 332	17	353 960	7 862 389
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	14				
	15	8 216 332	17	353 960	7 862 389
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	16				
	17				
	18	8 216 332	17	353 960	7 862 389
	19	23 499 115	3 050 000	2 016 741	24 532 374
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	23 499 115	3 050 000	2 016 741	24 532 374

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	24 532 374
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 735 104
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	68 093
Débiteurs	8	7 862 389
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	18 336 996
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	18 336 996
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	1 970 313
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	20 307 309
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	20 307 309
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	59 462	59 496	59 691
Évaluation	2	177 951	171 120	149 488
Autres	3	86 958	87 008	83 240
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	17 870	17 880	17 031
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	41 379	41 380	19 007
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	282 765	282 764	126 999
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	184 834	184 834	144 732
Santé et bien-être				
Logement social	16	15 500	11 737	12 103
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	86 060	87 245	82 233
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	6 299	6 303	6 213
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	959 078	949 767	700 737

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 367 880	3 545 765
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 367 880	3 545 765

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	12,57	35,00	22 959,00	991 862	207 773	1 199 635
Professionnels	2						
Cols blancs	3	24,46	35,00	44 668,00	1 061 395	187 891	1 249 286
Cols bleus	4	11,68	39,00	23 760,00	696 528	160 121	856 649
Policiers	5						
Pompiers	6	3,31	35,00	6 042,00	226 776	19 147	245 923
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	52,02		97 429,00	2 976 561	574 932	3 551 493
Élus	9	7,00			173 590	13 095	186 685
	10	59,02			3 150 151	588 027	3 738 178

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	39 224	435 217	305 899		780 340
Traitement des eaux usées	4	17 902				17 902
Réseaux d'égout	5	23 495	345 063	33 989		402 547
Autres	6	837 531	512 590	132 433		1 482 554
	7	918 152	1 292 870	472 321		2 683 343

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	114 095	81 312
	4	114 095	81 312
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	5 485	5 635
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	5 485	5 635
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	196 592	122 122
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	14	16
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	196 606	122 138
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	30 490	31 065
Réseau de distribution de l'eau potable	17	39 184	34 609
Traitement des eaux usées	18	24 367	16 214
Réseaux d'égout	19	17 101	17 638
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	31 677	23 578
	26	142 819	123 104
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	62 689	44 005
Autres	34		
	35	62 689	44 005
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	73 078	74 972
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	73 078	74 972
Réseau d'électricité			
	40		
	41	594 772	451 166

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jérôme Pomerleau	1.1 Conseiller	9 800	4 900		
Nicole Jacques	1.2 Conseiller	9 571	4 786		
Kevin Pomerleau	1.3 Conseiller	9 742	4 871		
François Veilleux	1.4 Maire	66 333	18 207	4 128	
Vincent Roy	1.5 Conseiller	9 629	4 814		
Patrick Mathieu	1.6 Maire suppléant			206	103
Patrick Mathieu	1.7 Conseiller	11 282	5 641		
David Veilleux	1.8 Conseiller	9 343	4 672		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 2 000 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 97 199 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 \$

Ligne 9 : Autres charges 11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 \$

Ligne 24 : Libres 20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 \$

Constatés au cours de l'exercice 24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ 64 956 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 146 399 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 27 549 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

- Systèmes de sécurité

46 \$

- Chaussées pavées - entretien préventif

47 \$

- Chaussées pavées - entretien palliatif

48 \$

- Chaussées en gravier - entretien préventif

49 126 403 \$

- Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 \$

- Systèmes de drainage

51 \$

- Abords de routes

52 \$

- Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 126 403 \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 153 952 \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 2024-05-8155

b) Date d'adoption de la résolution

58 2024-05-06

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-11-6495
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-04
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 _____
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Crédoeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-21

Nom du signataire : Mélanie Quirion

Fonction du signataire : DGA et trésorière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-22 14:55

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	13 136 277	14 637 765	13 912 877
Investissement	2	6 101 795	2 152 132	2 330 314
	3	19 238 072	16 789 897	16 243 191
Charges	4	11 315 542	14 359 029	14 262 782
Excédent (déficit) de l'exercice	5	7 922 530	2 430 868	1 980 409
Moins : revenus d'investissement	6 (	6 101 795)(	2 152 132)(	2 330 314)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 820 735	278 736	(349 905)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		2 489 245	2 374 366
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	72 600	81 713	159 928
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 291 876)(	1 662 771)(	1 658 991)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	44 175)(	211 901)(	224 735)
Excédent (déficit) accumulé	12	557 344	84 117	142 915
Autres éléments de conciliation	13		194 094	1 140 025
	14	(706 107)	974 497	1 933 508
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 114 628	1 253 233	1 583 603

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 124 151	2 897 370
Débiteurs	2	12 424 173	10 775 533
Placements de portefeuille	3	106 970	123 437
Autres	4	28 341	28 341
	5	13 683 635	13 824 681
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	24 325 023	23 296 462
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	2 891 682	2 665 049
	10	27 216 705	25 961 511
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(13 533 070)	(12 136 830)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	63 253 274	59 374 639
Autres	13	968 200	1 019 727
	14	64 221 474	60 394 366
Excédent (déficit) accumulé	15	50 688 404	48 257 536

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 234 154	2 359 341
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Travaux hygiène du milieu	2.1	50 000	50 000
▪ Piste cyclable	2.2	650 252	432 425
▪ Développement Fraser	2.3	26 826	53 451
▪ Aréna	2.4	659 515	659 515
▪ Parc Industriel	2.5	626 417	468 969
▪ Honoraires divers	2.6	223 060	64 799
▪ Sinistre	2.7	200 000	100 000
▪ Aménagement résilient	2.8	250 000	
	3	2 686 070	1 829 159
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	210 774	205 571
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	68 093	59 674
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	50 000	50 000
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(288 830)	(386 624)
Financement des investissements en cours	12	(1 735 104)	(1 081 333)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	47 463 247	45 221 748
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	50 688 404	48 257 536

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	18 336 996
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	20 307 309

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	68 093	59 674
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	10 997 773	9 133 169
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	5 604 119	6 089 940
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	7 342 389	7 656 332
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	520 000	560 000
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	24 532 374	23 499 115

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	10 293 603	10 677 495	9 872 978
Compensations tenant lieu de taxes	13	798 592	703 847	684 447
Quotes-parts	14			
Transferts	15	676 033	928 484	764 235
Services rendus	16	1 141 549	1 597 846	1 248 362
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	137 000	285 060	238 235
Autres	18	89 500	445 033	1 104 620
	19	13 136 277	14 637 765	13 912 877
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22	5 577 713	1 754 859	1 754 186
Autres	23	524 082	397 273	576 128
	24	6 101 795	2 152 132	2 330 314
	25	19 238 072	16 789 897	16 243 191

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	1 509 972	1 691 796	25 106	1 716 902	1 551 886
Sécurité publique						
Police	2	845 370	853 041		853 041	818 968
Sécurité incendie	3	587 807	583 575	98 256	681 831	690 218
Autres	4	103 265	113 322		113 322	190 153
Transport						
Réseau routier	5	2 508 820	2 503 734	859 632	3 363 366	3 305 417
Transport collectif	6	41 379	41 380		41 380	19 007
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	1 603 391	1 711 791	1 139 098	2 850 889	2 719 439
Matières résiduelles	9	786 765	871 275		871 275	640 549
Autres	10					
Santé et bien-être	11	41 590	37 038		37 038	12 103
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	523 962	481 925	52 531	534 456	472 908
Promotion et développement économique	13	77 650	270 882		270 882	1 197 367
Autres	14					
Loisirs et culture	15	2 096 994	2 115 253	314 622	2 429 875	2 193 601
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	588 577	594 772		594 772	451 166
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	11 315 542	11 869 784	2 489 245	14 359 029	14 262 782
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		2 489 245 (	2 489 245)		
	21	11 315 542	14 359 029		14 359 029	14 262 782

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 152 132	2 330 314
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 367 880)(	3 545 765)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	29 175)(	29 175)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 968 287	562 807
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	211 901	224 735
Excédent accumulé	6	410 959	416 665
	7	(2 805 908)	(2 370 733)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(653 776)	(40 419)

Extrait du rapport financier, page S14